

Seuls 43 % des Etats obligent les politiques à publier leur patrimoine

Moins de la moitié des Etats du globe obligent agents publics et dirigeants politiques à déclarer publiquement leurs avoirs et intérêts financiers, déplore la Banque mondiale, appelant à plus de « *transparence* » pour lutter contre la corruption.

« *La transparence financière de la part des responsables publics (...) permet de prévenir la corruption, de lancer des investigations et de prendre des sanctions* », affirmé la BM dans un communiqué.

« *Cela donne également aux citoyens les informations dont ils ont besoin pour juger l'action de leurs dirigeants* », a ajouté l'institution de Washington.

Selon les données compilées par la Banque mondiale auprès de 176 pays, les déclarations de patrimoine ne sont accessibles au public que dans 43 % des Etats du globe.

Près de 80 % des Etats disposent bien de législations sur la transparence financière, mais seuls 36 % d'entre eux vérifient systématiquement la présence d'« *incohérences* » ou « *d'irrégularités* » dans le patrimoine des responsables publics, assure la Banque mondiale.

« *La publication des actifs financiers complique la tâche de dirigeants corrompus qui tenteraient de dissimuler leurs activités délictueuses ou leurs richesses mal-acquises* », a estimé Jean Pesme, un responsable de la Banque mondiale cité dans le communiqué.